

## "Le Commonwealth est-il un paravent ?" dans 30 jours d'Europe (Juin 1974)

**Légende:** En juin 1974, commentant le déroulement des négociations pour l'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté économique européenne (CEE), le mensuel 30 jours d'Europe s'interroge sur le poids économique que représente le Commonwealth par rapport à la Grande-Bretagne.

**Source:** 30 jours d'Europe. dir. de publ. Fontaine, François ; Réd. Chef Chastenet, Antoine. Juin 1974, n° 191. Paris: Service de presse et d'information de la Commission des Communautés européennes. "Le Commonwealth est-il un paravent?", auteur:MacLeod, Alexander , p. 19; 22.

**Copyright:** Libre reproduction, mention d'origine obligatoire.

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/le\\_commonwealth\\_est\\_il\\_un\\_paravent\\_dans\\_30\\_jours\\_d\\_europe\\_juin\\_1974-fr-e739581b-edb1-448d-9632-189bc89626b5.html](http://www.cvce.eu/obj/le_commonwealth_est_il_un_paravent_dans_30_jours_d_europe_juin_1974-fr-e739581b-edb1-448d-9632-189bc89626b5.html)

**Date de dernière mise à jour:** 13/09/2013

## Le Commonwealth est-il un paravent?

**En dépit de la « présentation » de M. Callaghan, les problèmes du Commonwealth ne semblent pas devoir jouer un grand rôle dans la « renégociation ».**

Dans sa première intervention au Conseil des ministres de la Communauté, le secrétaire du Foreign Office, M. Callaghan, ne s'est pas limité à réclamer d'importantes modifications de la politique agricole commune afin de permettre aux producteurs non-européens de vendre à bas prix sur le marché anglais. Mettant en avant le Commonwealth, et citant les produits laitiers de Nouvelle-Zélande et le sucre des Caraïbes, M. Callaghan en est venu à demander un système de préférences communautaires plus poussé dans les secteurs industriels et d'élevage, une politique communautaire plus libérale à l'égard des pays en voie de développement, et plus de souplesse dans l'approche des facteurs de négociations commerciales internationales. Tout cela ressemblait un peu à une longue « liste de courses à faire », et les références au Commonwealth de M. Callaghan ont dû quelque peu surprendre les Européens, qui pensaient que les aspects les plus épineux du « problème Commonwealth » avaient été résolus lors des négociations qui ont précédé l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun.

En réalité, durant la « renégociation », il y aura des problèmes plus difficiles à résoudre que celui du Commonwealth: la contribution budgétaire de la Grande-Bretagne, les modifications à apporter à la politique agricole commune. De plus, il faut souligner que si le gouvernement travailliste minoritaire fait grand cas du Commonwealth - soit par conviction, soit par nécessité politique, le Commonwealth lui-même ne paraît pas particulièrement préoccupé par une révision du statut de la Grande-Bretagne au sein de la Communauté, comme M. Callaghan le laisse supposer.

### **Les liens entre la Grande-Bretagne et le Commonwealth se relâchent.**

La place du Commonwealth dans la politique étrangère britannique n'est pas plus facile à définir aujourd'hui que lorsque M. Harold MacMillan présenta, en juillet 1961, la première demande d'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun. En tant qu'entité politique, le Commonwealth manque de contours définis, les liens entre la Grande-Bretagne et le « vieux Commonwealth » étant essentiellement sentimentaux, linguistiques et culturels. Les membres de cette famille ont une conception commune des institutions. Les leaders du Commonwealth, du reste, continuent à se rencontrer plus ou moins régulièrement et un organisme comme le « secrétariat du Commonwealth », dont le quartier général est à Londres et dont l'action est fondée sur la confiance réciproque, suit de près les problèmes économiques et commerciaux susceptibles d'affecter sa trentaine de membres.

Le Commonwealth a beau être difficile à définir, il serait faux de dire qu'il n'existe plus dans le cœur des Anglais. Il n'en demeure pas moins que le commerce avec le Commonwealth représente pour l'Angleterre une part décroissante du commerce total, tandis que son commerce avec l'Europe connaît une expansion régulière.

Même sur le plan des sentiments et de la manière de vivre, les liens entre la Grande-Bretagne et le Commonwealth donnent l'impression de se relâcher. Depuis la fin des années 60, les citoyens du Commonwealth qui veulent s'établir en Grande-Bretagne ou même désirent y effectuer des séjours de longue durée doivent se plier à de nombreux règlements, qui s'appliquent également aux blancs et aux gens de couleur. Depuis quelques mois, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont décidé, de leur côté, de restreindre l'immigration britannique en appliquant des critères de sélection plus stricte. Ces deux pays refusent désormais aux voyageurs anglais le droit d'entrée automatique. Bien que le nouveau gouvernement travailliste ait permis à plusieurs milliers d'émigrants illégaux en provenance du Commonwealth de rester en Grande-Bretagne, les tendances actuelles de l'émigration et de l'immigration font apparaître que le Royaume-Uni et ses partenaires du Commonwealth abandonnent le terrain des sentiments pour une politique de pur réalisme.

### **Le beurre de la Nouvelle-Zélande**

La recherche de l'intérêt pur et simple n'est pas non plus totalement absente de la façon dont certains pays du Commonwealth répondent aux demandes de M. Callaghan concernant la fourniture d'une « nourriture bon marché » pour la ménagère anglaise.

La Nouvelle-Zélande, au bénéfice de laquelle le précédent gouvernement conservateur avait obtenu en 1971 les arrangements spéciaux concernant son commerce avec la Communauté, ne remplit pas les quotas prévus : elle préfère, en effet, tirer avantage de la demande accrue de produits laitiers dans le monde pour envoyer son beurre et son fromage vers des marchés plus lucratifs. Pour le fromage, qui rapporte 81 cents (NZ) par kilo de matière grasse vendu en Angleterre, la Nouvelle-Zélande peut obtenir en Amérique 2,38 dollars. Si bien que, l'année dernière, la Nouvelle-Zélande a diminué de 33.000 tonnes sa livraison de beurre sur les 163.000 tonnes prévues. Les ventes de fromage sur le marché de Londres ont été d'un tiers inférieur aux quotas de 670.000 tonnes prévus.

Aucun signe ne permet de penser que cette tendance puisse être renversée dans un proche avenir. M. Joe Walding, ministre du Commerce extérieur, effectuant au début de l'année une tournée dans les capitales du Marché commun, a fait savoir que la Nouvelle-Zélande craignait les effets de prélèvements communautaires sur le mouton et que son gouvernement espérait que les Neuf étendraient au-delà de 1977 les arrangements spéciaux conclus avec la Nouvelle-Zélande. Mais il a aussi indiqué que si son pays devait fournir de la nourriture à bon marché à l'Europe, la définition exacte du mot « bon marché » devait être examinée attentivement.

La conclusion semble claire : avec ses réserves accrues, avec ses possibilités d'écoulement croissantes pour ses produits, avec enfin une assurance plus grande quant à son avenir commercial, la Nouvelle-Zélande ne semble pas correspondre à l'image du Commonwealth présentée par M. Callaghan à Luxembourg.

### **Le sucre des Caraïbes**

Une situation semblable paraît se développer en ce qui concerne le sucre du Commonwealth - en particulier celui des Caraïbes. Quand la Grande-Bretagne est entrée dans la Communauté, elle a reçu l'assurance que les intérêts des producteurs de sucre du Commonwealth seraient protégés.

Pendant quelques temps, ce qui s'est passé a déçu les producteurs du Commonwealth. Mais depuis, l'évolution a pris un aspect plus encourageant : d'abord le dernier gouvernement conservateur a pu offrir aux fournisseurs des Caraïbes une hausse de prix rétroactive de 22 £ par tonne. Puis, la Commission européenne a donné son accord à une formule selon laquelle les Neuf accepteraient, à l'avenir, 1,4 million de tonnes de sucre du Commonwealth par an. Enfin, le Parlement européen, après un débat animé, a approuvé les propositions de la Commission. Si cet accord sur le sucre n'est valable, en principe, que jusqu'à la fin de l'année et si la colère des producteurs de betteraves européens (essentiellement Français) s'apaise, il y a de grandes chances pour que la Communauté fasse une nouvelle proposition qui conviendrait aux pays du Commonwealth.

Si les quotas de sucre peuvent être prorogés et si la Nouvelle-Zélande continue à vendre avec profit ses produits laitiers en dehors de l'Europe, deux des principales têtes de chapitre de la liste des revendications présentées à Luxembourg par M. Callaghan seront satisfaites. Du coup, le « problème du Commonwealth » ne devrait plus présenter de difficultés majeures dans les négociations à venir.

### **La vraie place du Commonwealth dans les préoccupations britanniques**

Cependant, dans d'autres domaines, le gouvernement travailliste entend bien mettre les « intérêts du Commonwealth » en avant. C'est ainsi que M. Callaghan estime que les pays du Commonwealth qui n'ont pas pu bénéficier du statut d'associé n'ont pas obtenu pour leur commerce avec la Communauté la place qu'ils pouvaient souhaiter lors des négociations de 1971. Il pense également que le programme commun d'aide à ces pays est conçu dans une perspective trop étroite, et sera inefficace. L'Inde, la Malaisie et d'autres pays asiatiques du Commonwealth n'ont pas, à proprement parler, beaucoup profité des préférences généralisées communautaires.

Pour le gouvernement travailliste, l'aide de la Communauté ne doit pas se limiter aux premiers signataires de la convention de Yaoundé, ou même à ceux de sa version élargie. Il a donc décidé de faire pression sur la Commission européenne pour que les fonds soient plus largement et plus équitablement distribués, surtout aux pays d'Asie et d'Amérique latine. Mais le problème dépasse en fait celui du Commonwealth et concerne l'ensemble du tiers monde.

Il ne faut pas oublier que la volonté de treize pays africains, de six pays des Caraïbes et de trois pays du Pacifique du Commonwealth de collaborer avec la Communauté s'est beaucoup amoindrie en raison de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Le Niger a ouvert la voie de cette nouvelle politique, et les 43 pays restants veulent surtout renforcer leur statut d'associé. Il n'en reste pas moins que Londres les a beaucoup aidés dans cette voie grâce à son attitude à Bruxelles.

Il semble bien que si le Gouvernement travailliste invoque, au sein de la « renégociation » le cas « Commonwealth », c'est plus pour donner un temps de réflexion à la fraction anticommunautaire de son parti que par réel souci des droits du Commonwealth. Il y aura beaucoup à faire pendant la « renégociation », mais il ne semble pas que le Commonwealth soit le rocher sur lequel les Britanniques pourront prendre appui.

Alexander MacLeod

*Alexander MacLeod est un journaliste du Scotsman*